



**PRÉFET
DU BAS-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement Grand Est**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 26 JUIN 2026

prescrivant à la Société CHAUX DE WASSELONNE
42 rue de Hohengoeft à Wasselonne (67310)
les travaux à réaliser avant le redémarrage de ses fours à chaux

AIOT 0006700433

**LE PRÉFET DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFET DU BAS-RHIN**

- VU** le code de l'environnement, notamment son article L. 512-20 ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- VU** le décret du 19 novembre 2025 portant nomination de monsieur Amaury de SAINT-QUENTIN en qualité de préfet de la région Grand-Est, préfet de la zone de défense et de sécurité Est, préfet du Bas-Rhin ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 05 mars 1997 autorisant la société Cantallina - Reyser à exploiter des installations de fabrication de chaux sur le territoire de la commune de Wasselonne ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 21 mars 2025 fixant des prescriptions complémentaires relatif à l'exploitation d'une installation de fabrication de chaux par la société CHAUX DE WASSELONNE située au 42 rue de Hohengoeft à Wasselonne (67310) ;
- VU** la demande de changement d'exploitant déposé par la société T-MIX, le 1^{er} mars 2024 en application de l'article R. 181-47 du code de l'environnement ;
- VU** le rapport de visite du 19 juin 2025 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées ;
- VU** la transmission du projet d'arrêté préfectoral prescrivant à la société CHAUX DE WASSELONNE 42 rue de Hohengoeft à Wasselonne (67310) les travaux à réaliser avant le redémarrage de ses fours à chaux par courriel du 19 juin 2026 de la DREAL pour observations dans un délai de 3 jours, soit jusqu'au lundi 22 juin 2026 inclus ;

CONSIDÉRANT le dégagement de fumée du 17 juin 2026 du site de la société CHAUX DE WASSELONNE situé 42 rue de Hohengoeft à Wasselonne (67310) ;

CONSIDÉRANT que le dégagement de fumée est la conséquence de la remise en marche du four à chaux n°5 après un arrêt prolongé (la dernière période d'activité date de 2024) ;

CONSIDÉRANT que lors de l'intervention des pompiers dans la nuit du 17 au 18 juin 2026, le monoxyde de carbone a été mesuré à un maximum de 2000 ppm dans le bâtiment ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 19 juin 2026 en présence du SDIS, il a été relevé des valeurs de 300 ppm côté four et 200 ppm sous le four dans le bâtiment de production ; que ces valeurs ont été ramenées, selon le rapport SOCOTEC (réf. EK2L0/26/793) réalisé le 18 et 19 juin 2026, à des concentrations moyennes de 50 à 60 ppm dès le lendemain après-midi (14h30) et le

surlendemain matin (8h40), avec des pics intermittents liés à la combustion résiduelle en cours d'extinction naturelle du four ;

CONSIDÉRANT que les fours à chaux et leurs installations connexes, notamment le dispositif d'aspiration et de filtration, sont dans un état nécessitant une inspection technique et éventuellement des travaux ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant a constaté des fuites de fumée dans la gaine reliant le dispositif d'aspiration d'air et la filtration ;

CONSIDÉRANT qu'un diagnostic de l'ensemble des fours et de leurs installations connexes est nécessaire avant tout redémarrage de ceux-ci ;

CONSIDÉRANT que l'article L. 512-20 du code de l'environnement dispose que « *En vue de protéger les intérêts visés à l'article L. 511-1, le préfet peut prescrire la réalisation des évaluations et la mise en œuvre des remèdes que rendent nécessaires soit les conséquences d'un accident ou incident survenu dans l'installation, soit les conséquences entraînées par l'inobservation des conditions imposées en application du présent titre, soit tout autre danger ou inconvénient portant ou menaçant de porter atteinte aux intérêts précités. [...]* » ;

CONSIDÉRANT que la mise en œuvre des dispositions prescrites au présent arrêté ne doit pas être retardée et qu'en conséquence, il n'est pas opportun de consulter le CODERST du fait du délai de procédure que cela suppose ;

APRÈS échange contradictoire avec l'exploitant sur le rapport des services de l'inspection des installations classées ;

SUR proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

ARRÊTE

Article 1^{er} : Prescriptions à respecter

L'exploitant, la société CHAUX DE WASSELONNE, se conforme aux dispositions suivantes pour l'exploitation des fours à chaux et leurs installations connexes localisés 42 de rue Hohengoeft à Wasselonne (67310).

Article 2 :

Les équipements et installations en question sont mis en sécurité. Ils font ensuite l'objet d'inspections approfondies dont l'objet est de s'assurer de leur état et de déterminer les éventuelles réparations à effectuer avant remise en service de l'ensemble.

Les équipements et installations ne sont pas remis en service tant que toutes les inspections et l'analyse mentionnée à l'article 3 du présent arrêté n'auront pas été menées et les réparations et travaux nécessaires effectués.

La remise en service est portée à la connaissance de l'inspection des installations classées.

Les résultats des inspections réalisées, de l'analyse des risques imposée à l'article 3 du présent arrêté, et les pièces attestant de la réalisation des éventuelles réparations, sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 3 : Analyse des fours à chaux et de leurs équipements connexes

L'exploitant réalise, avec l'assistance d'un organisme compétent et disposant de références en la matière, une analyse des risques d'apparition de monoxyde de carbone dans le bâtiment et dans le périmètre des fours à chaux.

Les conclusions de cette analyse sont suivies pour la remise en service des installations et équipements des fours à chaux.

Article 4 : Déclaration et rapport d'accident

L'accident du 17 juin 2026 est déclaré sans délai à l'inspection des installations classées, en application de l'article R. 512-69 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées dans un délai de 3 mois suivant la notification du présent arrêté.

Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident similaire et pour pallier les effets à moyen ou à long terme.

Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

Le rapport mentionné, ainsi que la déclaration d'accident qui le précède, sont adressés sous forme dématérialisée d'une téléprocédure. Les informations relatives aux installations mentionnées à l'article R. 517-1 du code de l'environnement, ainsi que les informations susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés au I de l'article L. 124-4 et au II de l'article L. 124-5 du code de l'environnement, demeurent transmises sous une forme dématérialisée permettant d'en assurer la confidentialité.

Article 5 : Mesures de publicité

En application des dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement et en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin, pendant une durée minimale de deux mois.

Article 6 : Sanctions administratives

Faute pour l'exploitant de se conformer dans les délais aux dispositions de la présente mise en demeure de respecter des prescriptions techniques, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

S'il n'a pas été déféré à la mise en demeure de régulariser à l'expiration du délai imparti, ou si la demande d'autorisation, d'enregistrement, d'agrément, d'homologation ou de certification est rejetée, ou s'il est fait opposition à la déclaration, l'autorité administrative ordonne la fermeture ou la suppression des installations ou ouvrages, la cessation de l'utilisation ou la destruction des objets ou dispositifs, la cessation définitive des travaux, opérations, activités ou aménagements et la remise des lieux dans un état ne portant pas préjudice aux intérêts protégés par le présent code.

Article 7 : Voies et délais de recours

La présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Strasbourg (31, avenue de la Paix - BP 51038 - 67070 Strasbourg cedex), ou sur le site www.telerecours.fr, par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

Article 8 : Exécution

- La secrétaire générale de la préfecture du Bas-Rhin ;
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est ;
- l'exploitant,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société CHAUX DE WASSELONNE, par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée :

- au sous-préfet de l'arrondissement de Molsheim ;
- au maire de Wasselonne.

Le préfet,

Pour le Préfet et par délégation,

la secrétaire générale,
Maxime AHRWEILLER ADOUSSO

